



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA
PRÉFECTURE DE LA MEUSE**

Recueil N° 118

21/10/2022

- SOMMAIRE -

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Arrêté préfectoral n° 2022-9181-2022 du 17 octobre 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n°9075-2022 du 21 juin 2022 autorisant l'occupation temporaire du domaine public fluvial à titre gracieux, par le Département de la Meuse, pour la réalisation des travaux de rétablissement de la continuité écologique sur le cours d'eau l'Ornain au droit du Pont de Rancourt-sur-Ornain.

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-9183 du 20 octobre 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n°2022-9089 du 4 juillet 2022 autorisant les travaux de rétablissement de la continuité écologique sur le cours d'eau l'Ornain au droit du Pont de RANCOURT-SUR-ORNAIN présentés par le Département de la Meuse.

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI, DU
TRAVAIL, DES SOLIDARITÉS, ET DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS**

Arrêté préfectoral n° 2022-141 déterminant une zone de contrôle temporaire autour d'un cas d'Influenza aviaire hautement pathogène dans la faune sauvage et les mesures applicables dans cette zone.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PRÉFECTURE DE LA MEUSE - ISSN 0750-3969

Directeur de la publication : M. le secrétaire général de la préfecture de la Meuse

RÉALISATION ET COMPOSITION : BUREAU DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ

pref-raa@meuse.gouv.fr – 03.29.77.56.16

Le recueil des actes administratifs est consultable sur le site internet de la Préfecture :

www.meuse.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 9181-2022 du 17 OCT. 2022

modifiant l'arrêté préfectoral n°9075-2022 du 21 juin 2022 autorisant l'occupation temporaire du domaine public fluvial à titre gracieux, par le Département de la Meuse, pour la réalisation des travaux de rétablissement de la continuité écologique sur le cours d'eau l'Ornain au droit du Pont de RANCOURT-SUR-ORNAIN

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des palmes académiques**

- VU le code du domaine de l'État ;
- VU le code général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- VU le code de l'Environnement ;
- VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Pascale TRIMBACH, Préfète de la Meuse ;
- VU l'arrêté du 1^{er} ministre en date du 24 février 2021, nommant Monsieur Sylveste DELCAMBRE, Directeur Départemental des Territoires de la Meuse ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2021-477 du 15 mars 2021 donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Sylveste DELCAMBRE, Directeur Départemental des Territoires de la Meuse ;
- VU l'arrêté préfectoral n°9075-2022 du 21 juin 2022 autorisant l'occupation temporaire du domaine public fluvial à titre gracieux, par le Département de la Meuse, pour la réalisation des travaux de rétablissement de la continuité écologique sur le cours d'eau l'Ornain au droit du Pont de RANCOURT-SUR-ORNAIN ;
- VU le porter à connaissance transmis le 10 octobre 2022 par le Département de la Meuse, portant sur la modification du calendrier des travaux de restauration de la continuité écologique de l'Ornain à Rancourt-sur-Ornain ;
- VU l'information transmise le 10 octobre 2022 à M. le directeur départemental des Finances Publiques de la Meuse ;

Considérant que les contraintes techniques rencontrées lors de la réalisation des travaux de rétablissement de la continuité écologique de l'Ornain à Rancourt-sur-Ornain ne permettent pas de finaliser l'opération avant le 30 octobre 2022, délai initialement prévu ;

Considérant qu'afin de ne pas compromettre la stabilité et la pérennité de l'ouvrage d'art, le Département de la Meuse sollicite une prorogation de l'autorisation précitée, qui lui a été accordée le 21 juin 2022, afin de poursuivre les travaux de rétablissement de la continuité écologique au droit du pont de Rancourt-sur-Ornain ;

Considérant que l'autorisation d'occupation temporaire contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même ;

Considérant que les travaux envisagés n'altèrent pas l'hydromorphologie du cours d'eau, et tendent à privilégier le rétablissement d'une dynamique naturelle de l'Ornain ;

Considérant que les travaux concernés peuvent sans inconvénient faire l'objet d'une occupation temporaire par le département de la Meuse ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

ARRÊTE

Article 1^{er} : À l'article 2 de l'arrêté n°9075-2022 du 21 juin 2022 susvisé, la date du 30 octobre 2022 est remplacée par la date du 30 novembre 2022.

Les autres dispositions de l'arrêté demeurent inchangées.

Article 2 : Notification du présent arrêté est faite au pétitionnaire par le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse.

Article 3 : Le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse et le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Meuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur est notifié, et dont copie est adressée au Chef du service départemental, de l'Agence Française pour la Biodiversité.

Fait à Bar-le-Duc, le **17 OCT. 2022**

Pour la Préfète et par délégation,

Le Directeur départemental des Territoires
Adjoint,


Pascal DUCHENE



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

ARRÊTÉ PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE n°~~9183~~ 2022 du 20 OCT. 2022

modifiant l'arrêté préfectoral n°2022-9089 du 4 juillet 2022 autorisant les travaux de rétablissement de la continuité écologique sur le cours d'eau l'Ornain au droit du Pont de RANCOURT-SUR-ORNAIN présentés par le Département de la Meuse

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des palmes académiques**

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.181-23, L.211-1, L.211-7, L.214-1 à L.214-6, L.214-17, L. 215-7, R.214-45, R.214-53, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin SEINE-NORMANDIE pour la période en vigueur ;

VU le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Pascale TRIMBACH, Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté n° 2021-807 du 22 avril 2021 accordant délégation de signature à Monsieur Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

VU l'arrêté du 4 décembre 2012, publié le 18 décembre 2012, établissant la liste des cours d'eau mentionnée au 1° et 2° du I de l'article L.214-17 du code de l'environnement sur le bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration et relevant de la rubrique 3.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2022-9089 du 4 juillet 2022 autorisant les travaux de rétablissement de la continuité écologique sur le cours d'eau l'Ornain au droit du Pont de RANCOURT-SUR-ORNAIN présentés par le Département de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral N° 2022-DREAL-EBP-0128, modifiant l'arrêté préfectoral n° 2022-DREAL-EBP-0109 du 18 juillet 2022, portant dérogation aux interdictions de destruction et de perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées dans le cadre des travaux de rétablissement de la continuité écologique de l'Ornain à Rancourt-sur-Ornain ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 9181-2022 du 17 octobre 2022, modifiant l'arrêté préfectoral n°9075-2022 du 21 juin 2022 autorisant le département de la Meuse à occuper temporaire du domaine public fluvial à titre gracieux, pour la réalisation de travaux de rétablissement de la continuité écologique au droit du Pont de RANCOURT-SUR-ORNAIN ;

VU le porter à connaissance transmis le 10 octobre 2022 par le Département de la Meuse, portant sur la modification du calendrier des travaux de restauration de la continuité écologique de l'Ornain à Rancourt-sur-Ornain;

VU l'avis de l'Office Français de la Biodiversité du 12 octobre 2022;

Considérant que les contraintes techniques rencontrées lors de la réalisation des travaux de rétablissement de la continuité écologique de l'Ornain à Rancourt-sur-Ornain ne permettent pas de finaliser l'opération avant le 30 octobre 2022, délai initialement prévu ;

Considérant qu'afin de ne pas compromettre la stabilité et la pérennité de l'ouvrage d'art, le Département de la Meuse sollicite une prorogation de l'autorisation précitée, qui lui a été accordée le 4 juillet 2022, afin de poursuivre les travaux de rétablissement de la continuité écologique au droit du pont de Rancourt-sur-Ornain ;

Considérant qu'il est nécessaire de rétablir la continuité écologique au droit du Pont de Rancourt-sur-Ornain ;

Considérant que la modification demandée ne revêt pas un caractère substantiel ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

ARRETE

Article 1^{er} :

Les dates de l'alinéa « 11.2 Phase de Démolition/Terrassement » de l'article 11 « Phasage des travaux » de l'arrêté préfectoral n°2022-9089 du 4 juillet 2022 sont modifiées et remplacées par :

Les travaux sont réalisés entre le 1^{er} juillet et le 30 novembre 2022 :

- les travaux au sein du lit mineur sont autorisés jusqu'au 15 novembre 2022,*
- les travaux permettant de finaliser les opérations sur les berges sont autorisés jusqu'au 30 novembre 2022 inclus.*

Il conviendra notamment, de porter une attention particulière, au risque de départ de matières en suspension dans le cours d'eau, afin d'éviter les risques de colmatages des zones de frayères.

Article 2 :

L'alinéa 2 de l'article 13 « Prescriptions complémentaires spécifiques à la phase travaux » de l'arrêté préfectoral n°2022-9089 du 4 juillet 2022 est modifié et remplacé par :

- de ne pas perturber la reproduction des espèces piscicoles. A ce titre, les travaux en lit mineur et les berges sont autorisés entre le 1^{er} avril et le 30 novembre 2022 ;*

Article 3 :

Les autres dispositions de l'arrêté demeurent inchangées.

Article 4 : Voies et délais de recours

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1^o Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision

leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire (propriétaire).

Il sera également :

- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse ;
- mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Meuse pendant une durée d'au moins 1 an ;
- affiché en mairie de RANCOURT-SUR-ORNAIN, pendant un délai minimum d'un mois.

Article 6: Exécution

La Préfète de la Meuse, le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse, le Chef du Service Départemental de l'Office français de la Biodiversité, le Président du Conseil Départemental de la Meuse, le maire de RANCOURT-SUR-ORNAIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bar-le-Duc, le **20 OCT. 2022**

La Préfète de la Meuse,



Pascale TRIMBACH

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022-141 DÉTERMINANT UNE ZONE DE CONTRÔLE TEMPORAIRE
AUTOUR D'UN CAS D'INFLUENZA AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE DANS LA FAUNE
SAUVAGE ET LES MESURES APPLICABLES DANS CETTE ZONE**

**La Préfète de la Meuse
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite
Chevalier des palmes académiques**

**Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,**

- Vu** le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- Vu** le Règlement (CE) 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- Vu** le Règlement (UE) 2016/429 du Parlement Européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;
- Vu** le Règlement (UE) 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;
- Vu** le Règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci ;
- Vu** le règlement délégué (UE) 2020/689 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles applicables à la surveillance, aux programmes d'éradication et au statut « indemne » de certaines maladies répertoriées et émergentes ;
- Vu** le règlement d'exécution (UE) 2021/403 de la Commission du 18 mars 2021 portant modalités d'application des règlements (UE) 2016/429 et (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les modèles de certificat zoosanitaire et les modèles de certificat zoosanitaire/officiel pour l'entrée dans l'Union et les mouvements entre les États membres d'envois

- de certaines catégories d'animaux terrestres et de leurs produits germinaux, ainsi qu'en ce qui concerne la certification officielle relative à ces certificats, et abrogeant la décision 2010/470/UE ;
- Vu** la décision d'exécution (UE) 2021/641 de la Commission du 16 avril 2021 concernant des mesures d'urgence motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène dans certains États membres ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment son article L 223-8 ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment le titre II de son livre IV ;
- Vu** le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n°2005-1220 du 28 septembre 2005 pris pour l'application de l'article L. 226-1 code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** le décret N° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 nommant Madame Pascale TRIMBACH, Préfète de la Meuse ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 nommant Monsieur Arnaud COCHET, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- Vu** l'arrêté modifié du 5 juin 2000 relatif au registre d'élevage ;
- Vu** l'arrêté du 10 septembre 2001 établissant des mesures financières relatives à la lutte contre les pestes aviaires, maladie de Newcastle et influenza aviaire ;
- Vu** l'arrêté du 14 octobre 2005 fixant les règles générales de police sanitaire relatives aux produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- Vu** l'arrêté du 18 janvier 2008 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 modifié relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;
- Vu** l'arrêté du 10 novembre 2017 fixant les conditions générales de reconnaissance des laboratoires d'analyse en vue de s'assurer de l'absence d'infection par le virus de l'influenza aviaire dans le cadre des autocontrôles ;
- Vu** l'arrêté du 14 mars 2018 modifié relatif aux mesures de prévention de la propagation des maladies animales via le transport par véhicules routiers d'oiseaux vivants ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liées aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;
- Vu** l'arrêté du 29 septembre 2022 qualifiant le niveau de risque influenza aviaire hautement pathogène ;

Considérant la découverte d'un cadavre de cygne et d'un cygne agonisant sur le territoire de la commune de Damvillers le 12 octobre 2022 ;

Considérant la confirmation le 17 octobre 2022 sur ces cygnes par le Laboratoire National de Référence – ANSES Ploufragan, de la contamination par le virus de l'influenza aviaire hautement pathogène, sous type H5N1 (rapport d'analyses n° 2210-01344-01) ;

Considérant que l'introduction du virus de l'influenza aviaire hautement pathogène dans les élevages aurait des conséquences graves en termes sanitaire et économique ;

Considérant que le caractère hautement pathogène du virus et son caractère fortement contagieux entraînent un risque de contamination entre la faune sauvage et les animaux détenus dans les élevages et les basses-cours ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures afin d'éviter l'introduction de ce virus d'influenza aviaire hautement pathogène dans le compartiment domestique ;

Considérant qu'il est essentiel de détecter précocement la présence du virus au sein des élevages de volailles afin de prévenir sa propagation au sein du compartiment domestique ;

Considérant qu'il convient, par conséquent, de prendre des mesures exceptionnelles mais proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences sanitaires du risque de diffusion de ce virus dans les faunes captive et domestique ;

Sur propositions de la directrice départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse et de la directrice départementale de la Protection des Populations de Meurthe-et-Moselle :

ARRESENT

Article 1^{er} : Définition

Une zone de contrôle temporaire (ZCT) est définie conformément à l'analyse de risque menée par la direction départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse et de la direction départementale de la Protection des Populations de Meurthe-et-Moselle comprenant l'ensemble des communes listées en annexe du présent arrêté.

La zone de contrôle temporaire est soumise aux dispositions décrites dans les articles ci-après.

Section 1 : Mesures dans les lieux de détention de volailles ou d'oiseaux captifs dans la zone de contrôle temporaire

Article 2 : Recensement et visite des lieux de détention de volailles ou d'oiseaux captifs

Il est procédé au recensement de tous les lieux de détention de volailles ou d'autres oiseaux captifs à finalité commerciale et non commerciale.

Les responsables d'exploitation commerciale détenant des oiseaux se déclarent auprès de la direction en charge de la protection des populations du lieu de détention des animaux, en mentionnant les effectifs des différentes espèces.

Les exploitations non commerciales de volailles se déclarent auprès de la mairie du lieu de détention ou sur Internet via la téléprocédure disponible à l'adresse : <http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/>

Article 3 : Mesures de prévention

Dans les exploitations commerciales et non commerciales, les volailles et les oiseaux captifs détenus sont mis à l'abri et leur alimentation et leur abreuvement sont protégés, selon les modalités définies par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 susvisé.

Tous les détenteurs de volailles et oiseaux captifs renforcent les mesures de biosécurité, notamment avec la mise en place d'un système de désinfection des véhicules et des personnes en entrées et sorties de la zone professionnelle. Ces moyens sont sous la responsabilité du responsable de l'établissement concerné.

Les personnes intervenant en élevage mettent en œuvre des mesures de biosécurité renforcées auprès de leurs personnels. L'introduction des matériels et autres intrants en élevage doivent faire l'objet de protocoles spécifiques adaptés à chaque élevage.

Article 4 : Mesures de surveillance en élevage

Toute apparition de signes cliniques évocateurs d'influenza aviaire ou de dépassement des critères d'alerte, prévus à l'article 5 de l'arrêté du 16 mars 2016 susvisé, est signalée sans délai au vétérinaire sanitaire qui en réfère à la direction départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse ou de la direction départementale de la Protection des Populations de Meurthe-et-Moselle, selon le département de localisation des animaux concernés.

Afin de détecter au mieux l'apparition de la maladie, une surveillance est mise en place au moyen d'autocontrôles dans les exploitations commerciales détenant plus de 250 oiseaux de toutes espèces et de tous types de productions.

Les modalités de conduite de ces autocontrôles sont les suivantes :

Echantillonnage	Prélèvement	Pool	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
Tous les cadavres ramassés le lundi matin dans la limite de 5 cadavres	Ecouvillonnage cloacal	Mélange par 5 des écouvillons	Tous les lundis matin	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR
ET Chiffonnette poussières sèche dans chaque bâtiment	Environnement	Aucun	Tous les lundis matin	Gène M	Nouveaux prélèvements par écouvillonnage trachéal et cloacal sur 20 animaux

Pour les élevages autarciques en circuit court détenant plus de 250 oiseaux, la surveillance peut être réalisée en regroupant les mortalités des différents bâtiments ou, en l'absence de mortalité, en réalisant une chiffonnette poussières sèche chaque lundi dans un bâtiment différent.

Article 5 : Mesures concernant les mouvements d'animaux et de produits

5-1. Mouvements d'animaux

Les mouvements de volailles, y compris le gibier à plumes, de toutes espèces et de tous les stades de production, sont conditionnés à la réalisation d'autocontrôles selon le protocole suivant :

Echantillonnage	Prélèvement	Pool	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
20 animaux	Écouvillonnage cloacal en y incluant le cas échéant les 5 derniers animaux trouvés morts au cours de la dernière semaine	Mélange par 5 des écouvillons	48 h avant mouvements	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR

Les résultats de ces autocontrôles sont conservés dans le registre d'élevage et ce conformément aux dispositions de l'arrêté du 5 juin 2000 susvisé, ils sont également archivés par l'organisation de production. Les résultats de ces autocontrôles sont joints à la fiche relative à l'information sur la chaîne alimentaire (ICA) lorsque les animaux sont destinés à l'abattoir.

Les transporteurs mettent en œuvre les mesures de biosécurité conformément à l'arrêté du 14/03/2018 susvisé.

Les mouvements de personnes, de mammifères des espèces domestiques, de véhicules et d'équipement à destination ou en provenance des exploitations de volailles ou d'oiseaux captifs sont à limiter autant que possible. Les mouvements nécessaires font l'objet de précautions particulières en termes de biosécurité.

La vente de volailles démarrées est possible lorsque cette vente s'effectue sur les marchés sans contact direct ou indirect avec l'avifaune.

Les rassemblements de volailles sont interdits dans les communes de l'annexe. Les rassemblements d'oiseaux captifs dont la liste figure à l'annexe II de l'arrêté du 16/03/2016 susvisé restent possibles sur autorisation préalable de la directrice départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse et de la directrice départementale de la Protection des Populations de Meurthe-et-Moselle.

5-2. Mouvements d'œufs à couvrir

Les sorties des œufs à couvrir à destination d'un couvoir peuvent être autorisées :

- Sur le territoire national sous réserve des conditions suivantes :
 - désinfection des œufs et de leur emballage ;
 - traçabilité des œufs et enregistrement régulier des données d'élevage notamment la viabilité et éclosabilité des œufs ;
 - mise en place de mesures de biosécurité renforcée par le couvoir. Le dossier est à soumettre au préalable à la direction en charge de la protection des populations du lieu d'implantation du couvoir.

- Vers un couvoir situé dans un autre État membre de l'Union Européenne sous réserve des conditions suivantes :
 - respect des conditions nationales de circulation ci-dessus ;
 - vérification, dans les 24 à 72 heures qui précèdent le départ aux échanges, que les données d'élevage permettent de s'assurer de l'absence de signe clinique évocateur ou de cas suspect d'influenza aviaire.

5-3. Mouvements de poussins destinés aux échanges intracommunautaires

Pour les mouvements de poussins d'un jour issus de cheptels situés en ZCT et destinés à l'élevage dans un autre État membre de l'Union européenne, les conditions suivantes doivent être remplies :

- sortie des OAC conformes aux conditions définies au paragraphe précédent ;
- vérification, dans les 24 heures qui précèdent le départ aux échanges, que les données d'élevage permettent de s'assurer de l'absence de signe clinique évocateur ou cas suspect d'influenza aviaire.

5-4. Mouvements des œufs de consommation et des viandes de volailles

Les œufs de consommation peuvent quitter les exploitations pour autant qu'ils soient emballés dans un emballage jetable ou composé de matériaux nettoyables et désinfectables et que toutes les mesures de biosécurité requises soient appliquées. La traçabilité des œufs doit être assurée par l'opérateur de collecte et doit être tenue à disposition de la direction départementale en charge de la protection des populations sur demande.

Les viandes issues des volailles détenues en zone de contrôle temporaire peuvent être mises sur le marché et cédées sans conditions particulières au consommateur.

5-5. Gestion des cadavres et des autres sous-produits animaux (dont les effluents)

Sauf nécessité de conservation des cadavres à visée diagnostique conformément à l'article 4, les cadavres sont stockés dans des containers étanches et si besoin conservés au froid dans l'attente de leur collecte par l'équarrisseur. Les sociétés d'équarrissage mettent en œuvre un dispositif renforcé de biosécurité pour la collecte en zone de contrôle temporaire. Les collectes en zone de contrôle temporaire sont réalisées après les collectes hors zone de contrôle temporaire dans une même tournée.

Le transport et les épandages de lisier, déjections et litières usagées sont autorisés sous réserve d'être réalisés, pour le transport, avec des contenants clos et étanches et, pour l'épandage, avec des dispositifs ne produisant pas d'aérosols, et d'être accompagnés d'un enfouissement immédiat en cas d'épandage d'effluents non assainis.

Le lisier peut être destiné à un site de compostage ou de méthanisation agréé, effectuant une transformation de ces matières (70 °C / 1 h).

Les autres sous-produits animaux tels que les œufs, leurs coquilles et les plumes sont interdits à l'épandage.

Les sous-produits animaux de catégorie 3 issus de volailles de la zone réglementée et abattues en abattoir implanté à l'intérieur de la zone sont exclusivement destinés à un établissement agréé au titre du règlement (CE) n°1069/2009 susvisé et qui produit des produits transformés. L'envoi en centre de collecte ou en établissement fabriquant des aliments crus pour animaux familiers est interdit.

Article 6 : Modalités de réalisation des autocontrôles

Les prélèvements nécessaires aux autocontrôles sont réalisés, conditionnés et acheminés au laboratoire reconnu ou agréé sous la responsabilité du propriétaire des volailles dans les 48h.

La prise en charge des autocontrôles sont à la charge du propriétaire.

Section 2 : Gestion et des activités cynégétiques dans la zone de contrôle temporaire

Article 7 : Mesures relatives au transport et au lâcher de gibier à plumes :

Le transport et le lâcher de gibier à plumes issu d'élevage en zone de contrôle temporaire sont autorisés sous réserve que :

- Le mouvement est déclaré selon les dispositions réglementaires prévues par l'arrêté du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains.
- L'évaluation du plan de maîtrise de la biosécurité de l'éleveur fournisseur a conduit à un résultat favorable et datant de moins d'un an.
- Avant le premier mouvement, l'éleveur doit déposer une demande d'autorisation du mouvement auprès de la direction départementale en charge de la protection des populations du lieu d'implantation de l'exploitation d'origine et respecter les dispositions suivantes :
 - pour les gibiers à plumes de la famille des phasianidés, l'expédition à partir de l'exploitation d'origine est conditionnée à un examen clinique favorable, datant de moins d'un mois et au respect des mesures de biosécurité.
 - pour les gibiers à plumes de la famille des anatidés, l'expédition à partir de l'exploitation d'origine est conditionnée à un examen clinique favorable, datant de moins d'un mois, au respect des mesures de biosécurité et à un dépistage négatif des virus influenza aviaire, datant de moins de 15 jours et réalisé sur au moins 30 oiseaux.

Article 8 : Mesures relatives à l'utilisation des appelants pour la chasse au gibier d'eau :

Le transport et l'utilisation des appelants sont autorisés pour les propriétaires et détenteurs de catégorie 1 telle que prévue par le paragraphe 1 de l'article 8 de l'arrêté du 16 mars 2016 susvisé, sous réserve d'un transport ou d'une utilisation d'un nombre inférieur ou égal à 30 appelants par jour et du respect des mesures de biosécurité renforcée.

Le transport est interdit pour les propriétaires ou détenteurs des catégories 2 et 3.

L'utilisation des appelants est autorisée aux propriétaires ou détenteurs d'appelants des catégories 2 et 3 qui ont des appelants présents sur site de chasse de façon permanente et sans limitation du nombre.

Seuls les appelants « nomades » d'un unique propriétaire ou détenteur sont présents simultanément sur un site de chasse. Cette obligation s'applique en faisant abstraction des appelants présents sur le

site de chasse de façon permanente (appelants « résidents »).

Toute mortalité anormale ou apparition de symptômes évocateurs d'influenza sur ces animaux doit être signalée à la direction départementale en charge de la protection des populations ou à un vétérinaire sanitaire.

Article 9 : Mouvements des gibiers à plumes sauvages

La cession à titre gratuit ou onéreux des corps du petit gibier à plumes tués par action de chasse et des viandes qui en sont issues est interdite.

Section 3 : Dispositions générales

Article 10 : Levée de la zone de contrôle temporaire

La zone de contrôle temporaire sera levée au vu d'une évolution favorable durant au moins 21 jours de la situation épidémiologique en matière de circulation virale dans le compartiment sauvage établie par la direction départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse et de la direction départementale de la Protection des Populations de Meurthe-et-Moselle.

Article 11 : Dispositions pénales

Le non-respect des dispositions du présent arrêté constituent des infractions définies et réprimées par les articles R. 228-1 à R. 228-10 du code rural et de la pêche maritime.

Article 12 : Délai de mise en œuvre

Les dispositions concernant les dépistages de l'influenza aviaire par autocontrôles et figurant aux articles 4, 5, 6 et 9 s'appliquent dès que possible et au plus tard 8 jours après la publication du présent arrêté.

Article 13 – Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse, la Sous-Préfète de l'arrondissement de Verdun, le Directeur du cabinet du Préfet de la Meuse, la Directrice Départementale de l'Emploi du Travail des Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse, le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de la Meuse, le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-préfet de l'arrondissement de Briey, la Directrice du Cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale de la Protection des Populations de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle, l'Office français de la biodiversité, la fédération départementale des chasseurs de la Meuse, la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, les vétérinaires sanitaires,

les maires des communes figurant à l'annexe, les responsables des sociétés d'équarrissage sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle et affiché dans les communes concernées, et dont une copie est adressée aux Procureurs de la République territorialement compétents.

Fait à BAR-LE-DUC, le 18 octobre 2022



La Préfète de la Meuse

Fait à NANCY, le 18 octobre 2022



Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Délais et voies de recours (application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative).

Dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé, selon la compétence territoriale, à Madame le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg - 55012 Bar-le-Duc ou à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, 1, rue du préfet Claude Erignac CO 60031 54038 Nancy Cedex
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau - 75800 - Paris Cedex 08; soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex - le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Annexe : Liste des communes de la zone de contrôle temporaire

Commune	INSEE
ALLONDRELLE-LA-MALMAISON	54011
BEUVEILLE	54067
CHARENCY-VEZIN	54118
COLMEY	54134
EPIEZ-SUR-CHIERS	54178
GRAND-FAILLY	54236
LONGUYON	54322
OTHE	54412
PETIT-FAILLY	54420
SAINT-JEAN-LES-LONGUYON	54476
VILLERS-LE-ROND	54576
VILLETTE	54582
VIVIERS-SUR-CHIERS	54590
ABAUCOURT-HAUTCOURT	55002
AINCREVILLE	55004
AMEL-SUR-L'ETANG	55008
ARRANCY-SUR-CRUSNE	55013
AZANNES-ET-SOUMAZANNES	55024
BAALON	55025
BAZEILLES-SUR-OTHAIN	55034
BEAUMONT-EN-VERDUNOIS	55039
BELLEVILLE-SUR-MEUSE	55043
BETHINCOURT	55048
BEZONVAUX	55050
BILLY-SOUS-MANGIENNES	55053
BRABANT-SUR-MEUSE	55070
BRANDEVILLE	55071
BRAS-SUR-MEUSE	55073
BREHEVILLE	55076
BRIEULLES-SUR-MEUSE	55078
BROUENNES	55083
CHAMPNEUVILLE	55099
CHARNY-SUR-MEUSE	55102
CHATTANCOURT	55106
CHAUMONT-DEVANT-DAMVILLERS	55107
CHAUVENCY-LE-CHATEAU	55109
CLERY-LE-GRAND	55118
CLERY-LE-PETIT	55119

CONSENVOYE	55124
CUISY	55137
CUMIERES-LE-MORT-HOMME	55139
DAMLOUP	55143
DAMVILLERS	55145
DANNEVOUX	55146
DELUT	55149
DIEPPE-SOUS-DOUAUMONT	55153
DOMBRAS	55156
DOUAUMONT	55164
DOULCON	55165
DUN-SUR-MEUSE	55167
DUZEY	55168
ECOUVIEZ	55169
ECUREY-EN-VERDUNOIS	55170
EIX	55171
ETRAYE	55183
FLASSIGNY	55188
FLEURY-DEVANT-DOUAUMONT	55189
FOAMEIX-ORNEL	55191
FONTAINES-SAINT-CLAIR	55192
FORGES-SUR-MEUSE	55193
FROMZEY	55201
GERCOURT-ET-DRILLANCOURT	55206
GINCREY	55211
GOURAINCOURT	55216
GREMILLY	55218
HAN-LES-JUVIGNY	55226
HAUMONT-PRES-SAMOGNEUX	55239
IRE-LE-SEC	55252
JAMETZ	55255
JUVIGNY-SUR-LOISON	55262
LINY-DEVANT-DUN	55292
LION-DEVANT-DUN	55293
LISSEY	55297
LOISON	55299
LOUPPY-SUR-LOISON	55306
LOUDEMONT-COTE-DU-POIVRE	55307
MANGIENNES	55316
MARRE	55321
MARVILLE	55324
MAUCOURT-SUR-ORNE	55325

MERLES-SUR-LOISON	55336
MILLY-SUR-BRADON	55338
MOGEVILLE	55339
MOIREY-FLABAS-CREPION	55341
MONT-DEVANT-SASSEY	55345
MONTIGNY-DEVANT-SASSEY	55349
MONTMEDY	55351
MORGEMOULIN	55357
MOUZAY	55364
MURVAUX	55365
MUZERAY	55367
NANTILLOIS	55375
NOUILLONPONT	55387
ORNES	55394
PEUVILLERS	55403
PILLON	55405
QUINCY-LANDZECOURT	55410
REGNEVILLE-SUR-MEUSE	55422
REMOIVILLE	55425
REVILLE-AUX-BOIS	55428
ROMAGNE-SOUS-LES-COTES	55437
ROUVROIS-SUR-OTHAIN	55445
RUPT-SUR-OTHAIN	55450
SAINT-LAURENT-SUR-OTHAIN	55461
SAINT-PIERREVILLERS	55464
SAMOGNEUX	55468
SASSEY-SUR-MEUSE	55469
SAULMORY-ET-VILLEFRANCHE	55471
SENON	55481
SEPTSARGES	55484
SIVRY-SUR-MEUSE	55490
SORBET	55495
SPINCOURT	55500
THONNE-LES-PRES	55510
VACHERAUVILLE	55523
VAUDONCOURT	55535
VAUX-DEVANT-DAMLLOUP	55537
VELOSNES	55544
VERNEUIL-GRAND	55546
VIGNEUL-SOUS-MONTMEDY	55552
VILLECLOYE	55554
VILLE-DEVANT-CHAUMONT	55556

VILLERS-LES-MANGIENNES	55563
VILOSNES-HARAUMONT	55571
VITTARVILLE	55572
WAVRILLE	55580
WISEPPE	55582

